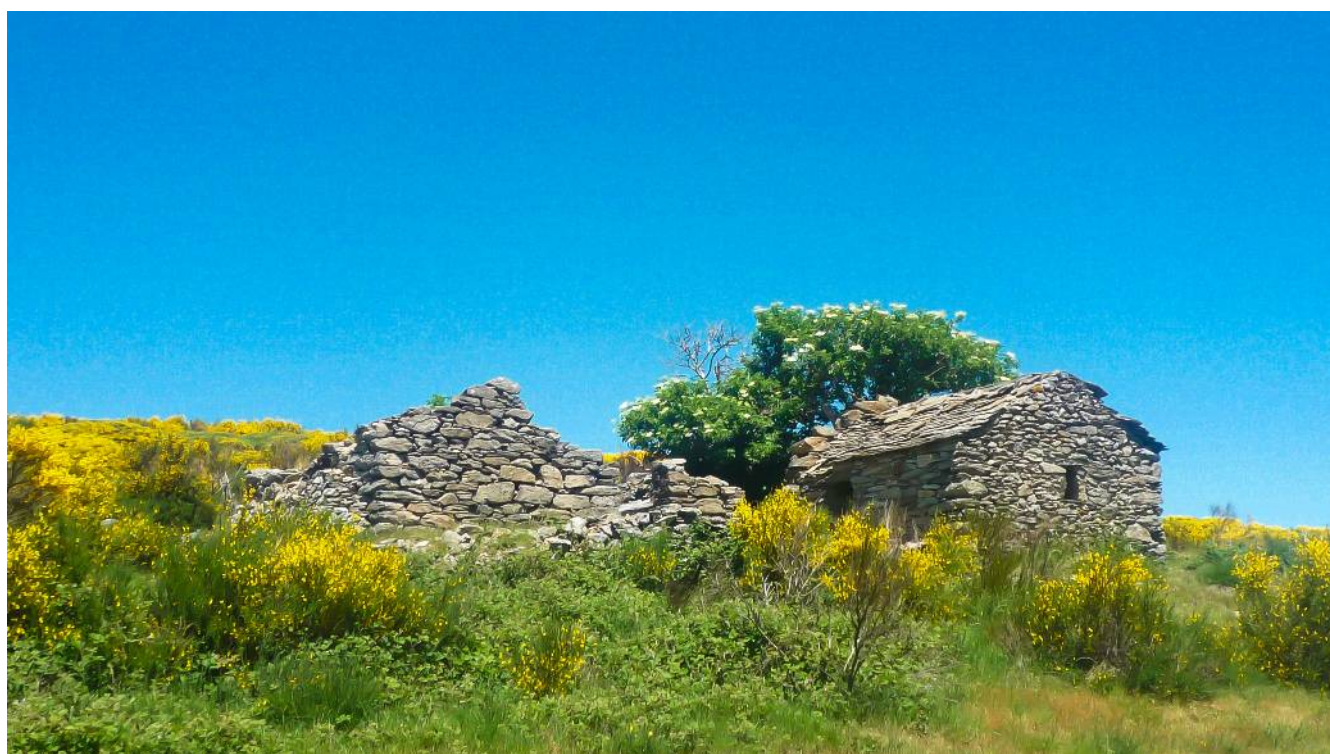


**DÉFINITION**  
**D'UNE STRATÉGIE DÉPARTEMENTALE**  
**POUR LA SÉQUENCE**  
**« ÉVITER, RÉDUIRE, COMPENSER »**  
**DANS LE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT**  
**Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)**

Relatif à la consultation pour une prestation d'étude générale et d'accompagnement du comité de pilotage « stratégie départementale ERC » pour le compte de la DDTM de l'Hérault



# Sommaire

<b>1 Élaboration d'une stratégie départementale de la séquence « Éviter, réduire, compenser ».....</b>	<b>2</b>
1.1 Le contexte.....	2
1.2 Périmètre, enjeux et bénéfices attendus.....	3
1.3 Les partenaires.....	3
<b>2 Prestations attendues.....</b>	<b>4</b>
2.1 Contenu détaillé de la mission du prestataire et livrables concernant la phase 1 : tranche ferme...	5
2.1.1 Recensement des projets d'aménagement qui vont générer un besoin de compensation.....	5
2.1.2 Retour d'expérience de la mise en œuvre de la séquence ERC dans l'Hérault et zoom sur l'efficacité des mesures compensatoires des projets.....	6
2.1.3 État des lieux des enjeux habitats/espèces.....	6
2.1.3.1 Identifier les enjeux de biodiversité du département.....	6
2.1.3.2 Identifier les sites dégradés.....	6
2.1.3.3 Recenser les sites à préserver et les projets d'aires protégées.....	6
2.1.4 Identification des sites préférentiels de compensation.....	7
2.1.4.1 Cartographie des sites préférentiels de compensation.....	7
2.1.4.2 Méthode de transposition dans les documents de planification.....	7
2.1.5 Proposition d'une stratégie départementale.....	7
2.1.6 Mission de communication.....	8
2.2 Contenu de la mission du prestataire concernant la phase 2 : tranche optionnelle.....	8
2.3 Organisation.....	8
2.4 Calendrier et réunions.....	8
2.5 Compétences attendues.....	9
2.5.1 Rôle du mandataire.....	9
2.5.2 Compétences requises.....	9
2.6 Définition des livrables.....	10
2.6.1 Livrables numériques.....	10
2.6.2 Livrable : stratégie départementale.....	10
<b>3 Critères de sélection des offres.....</b>	<b>11</b>

## 1 Élaboration d'une stratégie départementale de la séquence « Éviter, réduire, compenser »

### 1.1 Le contexte

La prise en compte tardive de l'environnement dans la conception des projets conduit régulièrement à leur fragilité juridique et génère des surcoûts conséquents, liés à des instructions insatisfaisantes, longues, tant du point de vue des instructeurs que des pétitionnaires, conduisant certains projets emblématiques à être abandonnés.

La multiplication des projets de portées nationale (COM, LGV), régionale et locale, entraîne inévitablement une compétition entre porteurs de projet sur le foncier compensatoire, qui devient une ressource rare sur le territoire. Cela fragilise juridiquement les projets s'ils ne peuvent compenser leur impact.

Pour mémoire, le dispositif « Éviter, réduire, compenser » est un dispositif d'atténuation des impacts qui a comme objectif la non perte nette de biodiversité. Il s'appuie sur un état initial de

l'environnement, sur lequel seront identifiés tous les enjeux de biodiversité, face à un projet d'aménagement qui va venir générer un certain nombre d'impacts sur différentes composantes de biodiversité.

La séquence se déroule en 3 temps. D'abord, sont supprimés tout ou partie des impacts sur un composant, par des évitements d'opportunités qui vont se traduire par des modifications totales ou partielles des projets. La phase de réduction va ensuite atténuer les impacts par solutions techniques ou d'adaptation spatio-temporelle du projet. La dernière phase va répondre aux enjeux des impacts résiduels, et va générer un gain écologique au moins équivalent à l'impact résiduel, à proximité fonctionnelle du site impacté.

Les mesures mises en œuvre se doivent d'être pérennes, efficaces, et répondre à une obligation de résultat. Pour autant l'absence de perte nette de biodiversité n'est pas atteinte, car le dispositif connaît de nombreuses limites : la biodiversité ciblée pour la construction des mesures, l'équivalence écologique, le décalage temporel entre la destruction des milieux et la mise en œuvre des mesures compensatoires, et plus globalement une certaine complexité du dispositif limitent largement sa mise en œuvre.

Face à ce constat, la pertinence d'une planification de la séquence « Éviter, réduire, compenser » à l'échelle départementale a été partagée à la fois par les collectivités et les services de l'État.

Ainsi, il est apparu indispensable d'engager rapidement cette démarche permettant de dézoomer l'approche projet par projet, et accompagner les collectivités territoriales dans la planification de leurs projets d'aménagement.

### 1.2 Périmètre, enjeux et bénéfices attendus

La démarche s'intéresse à l'ensemble des projets d'aménagement (public et privé) et s'oriente vers une stratégie d'ensemble, en portant la réflexion à une échelle départementale dans un contexte de transition écologique qui intègre l'adaptation au changement climatique, de développement de partenariat entre territoires et d'un souhait de cohérence et de bonne insertion des mesures compensatoires au sein des espaces agricoles productifs.

La démarche fonde son intervention sur ce qu'il est possible d'initier aujourd'hui et elle prépare une trajectoire de mise en œuvre d'une stratégie ambitieuse demain. Il s'agira donc de relever le défi de sa mise en œuvre en proposant les méthodes et outils opérationnels du passage de l'intention à la réalisation. L'équipe, volontairement pluridisciplinaire et conduite par un professionnel de l'écologie, apporte un regard neuf, élargi et dégagé du jeu d'acteurs local.

### 1.3 Les partenaires

La DDTM, en association étroite avec la DREAL et l'équipe projet, pilote la mission confiée au titulaire ainsi que l'organisation et l'animation générale des COPIL et COTECH. Elle est garante de l'exécution de la prestation, du bon traitement de la problématique, de la cohérence d'ensemble

et de la maîtrise du calendrier. Elle assure le dialogue continu avec les élus et le rôle de relais auprès du préfet de département.

Les EPCI et collectivités sont au cœur de la démarche : élus et techniciens participent tout au long de la démarche. Les élus particulièrement sont mobilisés pour faire émerger, coproduire et valider des solutions adaptées aux territoires et répondant à leurs attentes. Ils s'engagent à travers la mobilisation de leurs services et pour le portage et la mise en œuvre des propositions retenues.

Les partenaires associatifs et privés sont (liste non exhaustive) : Chambre d'agriculture, SAFER, Conservatoire d'espaces naturels, Conservatoire du Littoral, Caisse des dépôts et consignations biodiversité, OPERCO, bureaux d'études biodiversité (hors prestataire) etc. (cf voir en annexe les membres du COPIL/COTECH)

## **2 Prestations attendues**

La prestation, objet du présent CCTP, consiste en une mission d'accompagnement pour la définition d'une stratégie de la séquence ERC à l'échelle du département de l'Hérault. Elle a pour objectifs principaux, d'une part la mise en place d'un outil opérationnel mutualisé (cartographie dynamique, webmapping...), permettant de mieux orienter et accompagner les porteurs de projet dans leur approche de la séquence ERC (dont la compensation environnementale) dès la phase de conception ; et d'autre part, l'anticipation et la maîtrise de la compensation environnementale des projets par les collectivités à travers leurs documents de planification dans une approche collective, concertée et partagée (SCoT, PLUi...). La stratégie doit donc intégrer l'ensemble des phases de la séquence, avec pour ambition notamment de :

- permettre aux acteurs de l'aménagement d'orienter efficacement les projets à travers l'évitement des zones à enjeux ;
- identifier les bonnes pratiques et les mesures efficaces et fonctionnelles pour les valoriser au niveau local (réduction et compensation) ;

Cette mission s'articule autour de 2 phases :

- Phase 1 (tranche ferme) qui constitue l'objet principal de la mission. Elle est prévue pour une durée de 6 mois à compter de la notification du présent marché au prestataire. Elle vise principalement la mise en place d'une banque de données (sous format SIG) des zones de compensation adaptées vers lesquelles chaque porteur de projet pourra être orienté.

À l'issue de cette phase, il est attendu que le prestataire propose les modalités de mise en œuvre et d'application collective de la stratégie départementale par les collectivités territoriales volontaires.

- Phase 2 (tranche optionnelle) qui est prévue pour assurer le suivi de la mise en œuvre de la stratégie dans le département, notamment auprès des collectivités engagées dans la démarche. Le prestataire proposera ainsi des indicateurs pertinents pour suivre sa mise en place, son développement à l'échelle du département et éventuellement les points forts et les points faibles de la démarche. Cette 2ème partie de la mission est prévue pour une durée de 12 mois (pouvant être prorogée de 6 mois).

## **2.1 Contenu détaillé de la mission du prestataire et livrables concernant la phase 1 : tranche ferme**

### **2.1.1 Recensement des projets d'aménagement qui vont générer un besoin de compensation**

Recenser de manière exhaustive auprès des collectivités et partenaires, notamment par le biais des documents d'orientation et d'objectifs de leurs documents de planification, l'ensemble des zones AU ainsi que les projets d'aménagement (ZAC, infrastructures, extensions d'urbanisation à destination économique, permis d'aménager et de construire...) en cours. Pour les projets à venir préciser s'ils doivent être réalisés à court (5 ans), moyens (10 ans) ou long terme (15 ans), ainsi que leurs besoins de compensation écologique (y compris la compensation des projets les plus avancés pour lesquels des acquisitions sont en cours, voire déjà réalisées). Ces projets peuvent être d'envergure nationale (LNMP), départementale ou locale. Pour les projets n'ayant pas encore établi les besoins en foncier compensatoire, un ordre de grandeur des besoins sera établi par le prestataire. Pour les territoires ayant déjà réalisé ce travail, il s'agira pour le prestataire d'en réaliser une actualisation si nécessaire.

Les contours de ces projets seront cartographiés précisément et les données brutes (fichier \*.shape) seront transmis à l'issue de cette phase.

Grâce à l'identification des contours des zones AU et projets, identifier les habitats potentiellement impactés (impact brut), grâce au croisement des cartographies Corine Land Cover, OCS GE et OSO (Cesbio).

Réaliser une synthèse des surfaces par habitats.

Identifier parmi ces habitats :

- ceux qui bénéficient d'une protection forte (ex : habitats communautaires)
- ceux qui sont référencés comme humides (H) ou potentiellement indicateurs de zone humide (p) en s'appuyant sur les critères de détermination des zones humides (arrêté du 24/06/2008).

Croiser les zonages des projets et zones AU avec les données du SINP, via l'utilisation de Biocccitanie (lien : <https://biocccitanie.laregion.fr/elu/projets>).

Pour conclure cette phase, pour chaque typologie d'habitat naturel, identifier le nombre d'hectares potentiellement impactés. Indiquer, d'après la littérature, les habitats plus ou moins faciles à recréer, dans une logique de compensation.

## **2.1.2 Retour d'expérience de la mise en œuvre de la séquence ERC dans l'Hérault et zoom sur l'efficacité des mesures compensatoires des projets**

Recenser et cartographier les surfaces de compensation existante (GéoMCE, DREAL, CEN), afin de disposer d'une donnée consolidée sur le territoire. Sur la base de ce recensement, le titulaire identifiera les espaces agricoles sur lesquelles des mesures de compensation ont été mises en œuvre, en indiquant le type de mesures, le contenu essentiel du cahier des charges et les cultures concernées.

Analyser l'efficacité et l'impact des mesures compensatoires mises en œuvre afin d'en tirer un enseignement (distance des terrains compensatoires par rapport à l'impact du projet, retour effectif ou non des espèces, durée de mise en œuvre des mesures de compensation, pérennité foncière des mesures...).

## **2.1.3 État des lieux des enjeux habitats/espèces**

### **2.1.3.1 Identifier les enjeux de biodiversité du département**

Le commissariat général au développement durable (CGDD), en lien avec le muséum national d'histoire naturelle (MNHN), a analysé les enjeux de biodiversité en France métropolitaine. Leur étude, basée sur la notion d'irremplaçabilité d'une maille, permet de s'affranchir des périmètres administratifs. Le niveau d'irremplaçabilité de la biodiversité présente dans une maille, mesuré par le score d'irremplaçabilité de la maille, repose sur la complémentarité entre les différentes mailles d'un territoire, selon les assemblages d'espèces qu'elles abritent. Le tout s'appuie sur la mobilisation du logiciel Marxan<sup>1</sup>.

Un état des lieux des enjeux habitats/espèces du département sera ainsi établi en se basant sur les données existantes, notamment celles du SINP et selon la méthodologie décrite ci-dessus et aboutira à la réalisation d'une carte des enjeux de biodiversité. L'étude ne donnera pas lieu à des inventaires complémentaires mais pourra pointer les manques le cas échéant. Elle pourra être complétée par les données disponibles ou à dire d'experts sur chaque territoire.

À ce titre, la cartographie réalisée par la Chambre d'agriculture de l'Hérault, dans le cadre de l'élaboration de son document cadre prévu par la loi APER, pourra être utilement exploitée.

### **2.1.3.2 Identifier les sites dégradés**

Recenser les sites dégradés à fort potentiel de gain écologique, dont les sites potentiels de renaturation, restauration des milieux aquatiques (zones humides, EBF, hydromorphologie...), ainsi que les fragmentations et ruptures de continuités écologiques de la trame verte et bleue. Ce recensement s'appuiera sur les connaissances des partenaires ou toute autre proposition du prestataire. Il devra également permettre d'apporter un éclairage sur les sites dégradés où aucun gain écologique n'est attendu ou difficilement atteignable et qui pourraient accueillir potentiellement d'autres projets de type « photovoltaïques ».

### **2.1.3.3 Recenser les sites à préserver et les projets d'aires protégées**

Identifier auprès des prestataires les projets d'aires protégées et proposer le cas échéant et au vu des résultats du 2.1.3.1 les sites sur lesquels, au vu des enjeux, il serait pertinent de mettre en œuvre une aire protégée.

---

1 1 - Ball I.R., Possingham H.P. & Watts M. (2009). Marxan and relatives : Software for Spatial Conservation Prioritisation. In: Spatial Conservation Prioritisation: Quantitative Methods and Computational Tools (eds. Moilanen a, Wilson KA & Possingham HP). Oxford University Press Oxford, UK 185-195

## 2.1.4 Identification des sites préférentiels de compensation

### 2.1.4.1 Cartographie des sites préférentiels de compensation

En lien avec le comité de pilotage et le comité technique, et les résultats du 2.1.3, proposer une cartographie des sites préférentiels de compensation (qui devra tenir compte des sites déjà identifiés par certains territoires), en intégrant également la dimension connexion entre espaces à forts enjeux de biodiversité et les sites dégradés à fort potentiel de gain écologique. Ces sites seront choisis dans le respect des enjeux agricoles en s'appuyant sur les travaux de la SAFER et, pour certains taxons, en cherchant à faire émerger le foncier où une complémentarité entre les enjeux agricoles et environnementaux est possible, dans une logique « gagnant/gagnant ».

Par ailleurs, définir le niveau de compatibilité du cahier des charges des MCE sur les espaces agricoles productifs et respectueux de l'environnement permettra également d'améliorer les critères de localisation des espaces de compensation.

### 2.1.4.2 Méthode de transposition dans les documents de planification

Une méthode de transposition de cette cartographie dans les documents de planification sera établie en accord avec les membres du comité de pilotage.

Le prestataire proposera également une stratégie foncière, en lien avec celles déjà mises en œuvre sur certains territoires, dans le respect des usages agricoles pour sécuriser ces espaces, ainsi qu'un logigramme d'intervention (protection juridique, foncière, intégration dans le réseau des espaces protégés, etc.).

Cette stratégie foncière devra être compatible avec le maintien d'une agriculture productive et durable et si possible en tenant compte de l'existant, c'est-à-dire les productions animales et végétales en place.

## 2.1.5 Proposition d'une stratégie départementale

L'attendu final est une série de cartes dynamiques associée à un document rédigé, partagé et validé par le comité de pilotage, qui établit la stratégie départementale collective d'application de la séquence « Éviter réduire, compenser ». Le document sera assorti d'une proposition de gouvernance idoine, pour suivre sa mise en œuvre, qui pourrait s'apparenter à une « **Autorité organisatrice des compensations** », attentive également à la mise en œuvre effective des dimensions « Éviter » et « réduire » des projets.

Le document final doit établir d'une part l'état des lieux à l'échelle départementale des projets en cours et à venir, des enjeux environnementaux (et agricoles) et des mesures de compensation existantes ; d'autre part, constituer un outil opérationnel d'aide aux porteurs de projet pour rappeler les règles, identifier rapidement les meilleures orientations possibles dès la conception et les solutions les plus adaptées au contexte local (mesures de réduction et de compensation, issues notamment des documents de référence).



Par ailleurs, cette prise en compte de la compatibilité des futures MCE avec l'activité agricole productive pourrait permettre à termes d'envisager, sur certains secteurs, un chevauchement des MCE et des MCA dites « surfaciques » (assez peu fréquentes toutefois) dans la mesure où l'analyse de compatibilité des deux cahiers des charges le permet.

### **2.1.6 Mission de communication**

Le prestataire assurera la communication et la diffusion de la stratégie auprès des partenaires.

## **2.2 Contenu de la mission du prestataire concernant la phase 2 : tranche optionnelle**

Cette tranche sera déclenchée sur décision du COPIL à l'issue de la tranche ferme.

Elle est prévue pour assurer le suivi de la mise en œuvre de la stratégie dans le département, notamment auprès des collectivités engagées dans la démarche. Le prestataire proposera ainsi des indicateurs pertinents pour suivre sa mise en place, son développement à l'échelle du département et éventuellement les points forts et les points faibles de la démarche.

Cette 2ème partie de la mission est prévue pour une durée de 12 mois (pouvant être prorogée de 6 mois).

## **2.3 Organisation**

La stratégie départementale est portée par différents formats d'échange et de travail :

**Une équipe projet restreinte**, composée d'agents des services de la DDTM, de la DREAL et de l'OFB, ainsi que de services techniques de collectivités sera chargée du suivi technique et financier de l'étude.

**Le comité de pilotage (COPIL)**, piloté par le préfet de département et composé d'élus, des services de l'État et de personnes invitées dont les acteurs de la compensation établira les choix et validera les différentes propositions de l'étude.

**Le comité technique (COTECH)**, composé des techniciens des mêmes structures, dont la mission est de mettre en œuvre les décisions du COPIL, sera mobilisé sur des points techniques entre les dates des différents COPIL.

Afin de l'aider dans ses relations avec les collectivités territoriales, un référent sera désigné au sein de chaque structure (COTECH) sur lequel le titulaire pourra s'appuyer pour exécuter sa mission.

Selon les besoins qu'il identifiera, le prestataire pourra s'appuyer sur les données mises à disposition par le maître d'ouvrage (État).

## **2.4 Calendrier et réunions**

À partir du lancement de l'étude, un premier rendu intermédiaire est attendu à 4 mois (prestations 2.1.1 à 2.1.3) avec présentation en comité de pilotage. Le rendu final (prestations 2.1.4 et 2.1.5) est attendu à 6 mois avec présentation en comité de pilotage.

Le candidat devra prévoir dans son offre les réunions qu'il estime nécessaires pour réaliser cette première partie de la mission et qui comprend a minima :

- les réunions mensuelles de travail avec l'équipe projet ;
- 1 réunion pour le lancement de l'étude ;
- 2 réunions de travail en COTECH ;
- 2 réunions de présentation en COPIL (rendus intermédiaire et final).



Un suivi mensuel de l'étude (état d'avancement, difficultés rencontrées, points de blocage, etc.) sera assuré par l'équipe projet sur la base d'un échange direct avec le prestataire. La possibilité d'organiser ces points réguliers par l'intermédiaire d'outil de visio-conférence sera précisée.

Dans le cadre de la préparation de ses supports nécessaires au bon déroulement des réunions (diaporama, contenu des interventions, supports cartographiques, etc.), le titulaire transmettra la version « travail » à l'équipe projet, au plus tard 1 semaine avant l'échéance.

## **2.5 Compétences attendues**

### **2.5.1 Rôle du mandataire**

Le mandataire assure la direction de la mission. Il coordonne l'équipe pluridisciplinaire, préférentiellement constitué de 3 ou 4 prestataires. Il est l'interlocuteur privilégié de la maîtrise d'ouvrage. Des expertises supplémentaires peuvent être mobilisées de manière ponctuelle. Le titulaire possède des compétences solides en matière d'écologie et d'aménagement. Il bénéficie d'un savoir-faire pour concevoir des stratégies et projets territoriaux portant sur de larges territoires dépassant l'échelle communale.

Dans le cadre de son parcours professionnel, il a eu l'occasion d'expérimenter des méthodes participatives d'ateliers de coconstruction de projets avec les élus. Ensembliser des questions d'aménagement, il possède de grandes qualités d'analyse, de propositions, de synthèse, de restitution, d'animation et de pédagogie.

### **2.5.2 Compétences requises**

*Chaque titulaire dispose d'une expérience de terrain (urbaniste, agricole...).*

*Le prestataire (et les personnes qui composeront l'équipe pluridisciplinaire associée à cette prestation) devra présenter les compétences requises pour :*

- *conduire un dialogue territorial et impulser/animer la dynamique de groupe pour la co-élaboration d'un projet de territoire partagé : écoute active et bienveillante, compréhension et décryptage des attentes des acteurs, interrogation pertinente des projets en cours et des dynamiques d'acteurs, animation du dialogue en réunions de travail et développement de l'intelligence collective, résolution des apparentes contradictions. Le titulaire doit être en capacité de développer un propos adapté à la diversité des parties prenantes tant politiques que techniques, issues de cultures métiers elles-mêmes diverses.*
- *mettre en œuvre un projet de territoire cohérent (planification stratégique), en s'appuyant sur une connaissance solide du contexte législatif et réglementaire. Le prestataire doit être en capacité de proposer des actions hiérarchisées et phasées dans le temps, des outils et leviers mobilisables. Il devra s'appuyer sur sa connaissance des logiques d'acteurs. Et pour cela, il est attendu que le titulaire identifie les modes d'organisation et de coopération entre les institutions publiques et les acteurs privés.*
- *conduire un projet en intégrant une dimension représentation graphique : la représentation graphique, mode de réflexion spécifique aux disciplines de la conception spatiale, est*

considérée comme un outil de dialogue et de transversalité permettant d'interroger les acteurs, les dynamiques et les modes d'organisation territoriale. Sont ainsi explorés par le dessin, les maquettes, les croquis et les schémas de nouveaux modes d'association des acteurs à l'élaboration du projet. Le prestataire s'appuiera sur ses qualités de pédagogie pour associer les différents acteurs.

Le prestataire devra en outre disposer des capacités d'expertise des dynamiques foncières territoriales en cours (stratégie économique et foncière), en lien avec les évolutions socio-économiques à l'échelle inter-territoriale (tourisme, agriculture, artisanat, commerce, services, industrie et culture...). Son équipe sera en capacité d'avoir une lecture fine de l'occupation du sol, ses évolutions et pressions pour l'identification des pistes possibles de développement territorial.

Enfin, le prestataire devra être en capacité de mener une expertise sur le fonctionnement agricole du territoire, mêlant les dimensions de protection et de développement (agro-environnement et agro-économie) afin de garantir la bonne compréhension du territoire. Son équipe pluridisciplinaire prendra soin d'intégrer l'activité agricole, souvent au cœur des enjeux des sites, comme une des composantes économique, sociale et environnementale du projet d'ensemble. Elle aura une connaissance fine des enjeux de la viticulture.

## **2.6 Définition des livrables**

### **2.6.1 Livrables numériques**

Les cartographies seront conformes aux caractéristiques suivantes :

- format shapefile ;
- projection Lambert 93 – RGF93, EPSG 2154 ;
- encodage UTF-8 ;
- identifiant unique de format « entier » ;
- référentiels : PCI express et Bdortho ;
- géométrie valide et vérifiée ;
- les champs « texte » sont de 254 caractères ;
- les maîtres d'ouvrages sont identifiés par leur n° SIRET, format « entier » ;
- les métadonnées de chaque couche sont rédigées dans un fichier au format \*.txt ;

Les couches attendues sont les suivantes (sont précisées entre parenthèse, les attributs minimums attendus) :

- projets d'aménagement (maître d'ouvrage, foncier compensatoire estimé) ;
- sites dégradés (gain écologique potentiel et pour quel habitat/espèce) ;
- mesures compensatoires existantes et projets ayant généré la mesure (à définir) ;
- enjeux de biodiversité (habitats/espèces, à préciser) ;
- projets d'aires protégées (habitats/espèces, à préciser) ;
- sites potentiels de compensation (habitats/espèces, à préciser) ;

### **2.6.2 Livrable : stratégie départementale**

Un document écrit reprend l'ensemble de la démarche et les points précis identifiés au 2.1. Un rendu indesign des cartographies listées ci-dessus pourra également être proposé dans le rapport, pour faciliter l'appropriation de la démarche par l'ensemble des partenaires.

### 3 Critères de sélection des offres

La réalisation de la mission requiert pour les candidats de réunir l'ensemble des moyens, compétences, capacités et expériences nécessaires à sa bonne exécution. Ainsi, les critères de sélection des offres et leur classement sont définis et pondérés de la manière suivante :

- le coût de l'offre pour 50 %;
- la qualité technique de l'offre pour 50 %, répartis selon :
  - la compréhension globale de la mission (30 %) ;
  - les moyens, compétences, expériences et qualités techniques des personnes en charge de la réalisation de la prestation (20 %) ;

Le délai d'exécution de la tranche ferme étant fixé à 6 mois, il s'impose aux candidats et n'entre pas comme critère de sélection des offres.

Ainsi, une note globale sur 100 sera attribuée à chaque candidat sur la base d'attribution de 50 points pour le coût et de 50 points pour la qualité technique.

La qualité technique de l'offre sera appréciée de la manière suivante :

- pour la compréhension globale de la mission (30 points, répartis en fonction de) :
  - la compréhension de la problématique et des attentes du maître d'ouvrage (10 points) ;
  - la description de la méthodologie envisagée (20 points) ;
- pour les moyens et compétences/expériences (20 points répartis en fonction de) :
  - le dimensionnement, la composition et la description de l'équipe (10 points) ;
  - l'organisation et la coordination (5 points) ;
  - la description d'expériences analogues (5 points) ;

L'offre qui obtiendra la valeur la plus élevée sera classée première.

Annexe :

- étude « Les enjeux de biodiversité en France métropolitaine : analyses croisées » (CGDD/UMS PATRINAT – Décembre 2019, collection *THÉMA*)